

Rapport de contrôle de l'inspection de l'environnement chargée des installations classées	
Référence : D-0562-AIX-2022	Date : 15/04/2022
Nom et adresse de l'établissement contrôlé	Code DREAL
Société : MONIER, 172 avenue de Saint Louis au Rove, 13016 Marseille	S3IC : 0064-3649 <input type="checkbox"/> P1 <input checked="" type="checkbox"/> P2 <input type="checkbox"/> P3 <input type="checkbox"/> Autre <input checked="" type="checkbox"/> A <input type="checkbox"/> E <input type="checkbox"/> D <input type="checkbox"/> NC <input type="checkbox"/> SHAUT <input type="checkbox"/> SBAS <input type="checkbox"/> IED
Activité principale : fabrique de tuiles en terre cuite.	
Date du contrôle : 15/09/2021	
Type de contrôle	
<input checked="" type="checkbox"/> Inspection annoncée - Date de l'annonce de la visite : 27/08/2021 <input type="checkbox"/> Inspection inopinée	
Circonstances du contrôle	
<input checked="" type="checkbox"/> Plan de contrôle de la DREAL <input type="checkbox"/> Plainte <input type="checkbox"/> Incident/Accident du ..... <input type="checkbox"/> Autre : APMED	
Thème(s) du contrôle	Attributs affaire S3IC
<input checked="" type="checkbox"/> Eau, Air, Déchets <input type="checkbox"/> REACH, RSDE, <input type="checkbox"/> Action Nationale <input checked="" type="checkbox"/> Contrôles réglementaires <input type="checkbox"/> SGS, Vieillessement <input type="checkbox"/> Cessation, sols pollués	
<b>Principale(s) installation(s) contrôlée(s)</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>les stockages extérieurs de palettes et de tuiles, l'aire de transit des argiles et casse-cuite et des casse-cuites recyclé, la zone des rétentions gasoil, huiles usagées et acide ainsi que la zone des bâches tampon du dispositif de lutte incendie.</li> </ul>	
<b>Référentiel du contrôle</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Article 1, 2.1, 2.3, 4.2 de l'APc 2021-52 PC du 02/04/2021</li> <li>Articles 7.5.5 et 8.2 de l'arrêté 2005-187 A du 15/04/2005</li> </ul>	
Fonctions de(s) personne(s) rencontrée(s)	
Société	Qualité
<ul style="list-style-type: none"> <li>Société MONIER (usine)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Directeur, responsable de production, responsable HSE et l'animatrice HSE</li> </ul>
Copies	<input checked="" type="checkbox"/> Exploitant <input type="checkbox"/> DREAL <input checked="" type="checkbox"/> Chrono <input type="checkbox"/> SPR <input checked="" type="checkbox"/> UD <input type="checkbox"/> SG préfecture <input type="checkbox"/> Sous préfecture de _____ <input type="checkbox"/> Autre :

<b>Constats de l'inspection</b>
---------------------------------

## **I – Contexte**

Le présent rapport rend compte des constats relevés sur les activités en fonctionnement telles qu'elles étaient le jour de l'inspection et des suites données à cette affaire.

Seules les prescriptions du référentiel de contrôle citées en première page ont été contrôlées le jour de la visite.

## **II – Principaux constats effectués lors de la visite d'inspection**

### **2.1 – Suites données à la précédente inspection (visite du 03 juillet 2019) :**

La précédente visite d'inspection avait donné lieu à la notification de trois écarts et quatre observations.

Les observations avaient fait l'objet de réponses satisfaisantes dans leur globalité, de la part de l'exploitant.

### **Écart relevé lors de l'inspection**

Les écarts avaient fait l'objet d'engagement de mise en conformité de la part de l'exploitant, seuls les écarts n°2 et n°3 sont soldés au 15 septembre 2021.

L'écart n°1 n'est pas soldé, il est reconduit pour l'absence d'action satisfaisante de la part de l'exploitant suite à la lettre de conclusion du 1<sup>er</sup> octobre 2019.

### **2.2 Constats de la visite du 15 septembre 2021**

Cette visite avait pour thème les suites apportées à la précédente inspection de 2019, les poussières, le rejet atmosphérique et le contrôle par sondage des dispositions des arrêtés.

Les fiches de constat et d'observations sont annexées au présent rapport. Les constats et observations ont été présentés à l'exploitant à l'issue de la visite d'inspection.

### **2.3 Conclusion et propositions de l'inspection**

Par courriels reçus les 29 septembre 2021 et 04 octobre 2021, l'exploitant a répondu sur le constat et les observations.

#### **➤ Autres constats, points susceptibles de mise en demeure ou sanction, observations**

Le constat n°1 (reconduction de l'écart n°1 de 2019) a fait l'objet d'engagement de la part de l'exploitant portant sur :

- la substitution des plaquettes par des jauges (selon norme NFX43 – 14 de 2017, pour décembre 2021 ;
- le bâchage des camions depuis septembre 2021 ;

- le nettoyage 1 fois par semaine de la chargeuse à la station de lavage depuis septembre 2021 ;
- le passage régulier d'une balayeuse de voiries depuis décembre 2021 (dont la fréquence est à adapter).

L'exploitant qui a été relancé par courriel du 11 février 2022, pour la communication des résultats des contrôles de niveau d'empoussièrement prévu en décembre 2021, n'a pas répondu à ce jour. L'inspection rappelle que ces contrôles doivent être effectués conformément à l'arrêté préfectoral complémentaire 2021-52 PC du 02/04/2021. Il est proposé une suite administrative, relevant de l'article L 171-8-I du code de l'environnement à la suite de cette inspection.

#### ➤ Observations

Les observations ont dans l'ensemble fait l'objet de réponses satisfaisantes et l'inspection retient notamment la mise en place d'absorbant en conservatoire avec le changement du bac de rétention le 04 octobre 2021, et la réparation de la fuite eau/acide faite le 15 septembre 2021.




Les actions relatives aux observations n°2, 3, 4 et 7 feront l'objet d'un contrôle lors de la prochaine inspection.

L'observation n°6 a été transmise à un bureau d'étude de l'exploitant pour l'analyse des différentes rubriques avec l'objectif de faire réaliser si nécessaire un porté à connaissance au préfet courant 2022.

Les observations n°1 et 5 sont soldées suite à la transmission le 04 octobre 2021 du plan de surveillance actualisé et des résultats des mesures de rejets canalisé le 05 janvier 2022.

Au regard du constat n°1 et de l'absence de réponse, nous proposons de mettre en demeure l'exploitant de réaliser cette campagne de mesure (initialement prévue en décembre 2021).

Un projet d'arrêté de mise en demeure est joint en ce sens, au présent rapport

Rédacteur : le 22/03/2022	Vérificateur : le	Approbateur : le
L'inspecteur de l'environnement	L'inspecteur de l'environnement	Pour la Directrice Régionale et par délégation, L'adjointe au Chef de l'UD 13,
		
P. MAROVELLI	C. ADAOUST	A. VARTANIAN

Pièce jointe : Projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure.